



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

JAPON - COREE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TOKYO

N° 180 – Du 5 au 18 décembre 2022

Sommaire

Japon

- ❖ La Banque du Japon procède à un ajustement inattendu de son cadre monétaire.
- ❖ Le Japon autorise la mise en service de drones de pouvant survoler les zones habitées hors du champ visuel de l'opérateur.
- ❖ Le *Sony Technology Exchange Fair* s'ouvre pour la première fois aux visiteurs extérieurs.

Corée

- ❖ Malgré un nouvel excédent au mois d'octobre, les craintes d'un compte courant déficitaire en 2022 se maintiennent pour la Corée.
- ❖ Alors que le délai officiel pour le vote de la loi de finances 2023 a été dépassé, les discussions au sein du Parlement sont au point mort.
- ❖ Les chantiers navals coréens au maximum de leur capacité, entraînant des reports de commandes de navires GNL vers la Chine.

LE CHIFFRE À RETENIR

0,5%

Nouvelle bande de fluctuation autour de 0% pour les taux japonais à 10 ans

Japon

1 Macro-économie et finance

La Banque du Japon a procédé à un ajustement inattendu de son cadre monétaire. Suite à sa réunion du 20 décembre, la Banque du Japon a annoncé un élargissement de la bande de fluctuation autour de la cible de 0% pour les taux à 10 ans, de 0,25% à 0,5%. En effet, en plus de contrôler les taux à court terme (via les taux directeurs, actuellement de -0,1%), la Banque du Japon se distingue par une action sur les taux à long terme (politique du *yield curve control* - YCC). Ainsi, depuis 2016, elle vise un rendement de 0% pour les obligations souveraines japonaises (JGB) à 10 ans, en cherchant à maintenir les fluctuations autour de ce taux dans une bande cible, ce qu'elle fait en procédant, au besoin massivement, à des achats d'obligations souveraines. En même temps qu'elle a annoncé l'élargissement de cette bande, la BoJ s'est engagée à augmenter ses achats de JGB à hauteur de 9 000 Mds JPY mensuels contre 7 500 Mds JPY jusqu'ici. Cette décision constitue une surprise, aucune évolution, même à la marge, du cadre de politique monétaire n'étant attendue des marchés avant le départ du gouverneur Kuroda prévu en avril 2023 - le gouverneur ayant affirmé à de nombreuses reprises son attachement au cadre qu'il a mis en place, considérant que les objectifs visés par la Banque en matière d'inflation n'étaient pas atteints. Ce changement a été motivé par des distorsions excessives du marché obligataire (taux à 20 ans à 1,1%, à 30 ans à 1,5% seulement) et les difficultés que rencontrent les émetteurs privés pour fixer le prix de leurs obligations. Les conséquences de ce revirement ont été immédiates : le yen s'est apprécié de 4% le jour même, le taux des obligations à 10 ans est passé de 0,25% à 0,44% (proche du plafond) ; l'indice Nikkei a baissé de 2,5%. [FT, Kyodo](#)

2 Politiques économiques

Le Japon autorise la mise en service de drones pouvant survoler des zones résidentielles sans être à portée de vue d'un opérateur, ouvrant la voie au déploiement à grande échelle des drones logistiques. Le 5 décembre, l'interdiction des vols de drones de « niveau 4 » (catégorie la plus avancée au Japon : vol automatisé, hors du champ visuel d'un opérateur au sol, au-dessus de zones habitées), a été levée par le Ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme (MLIT), suite à la révision de la loi sur l'aéronautique civile. Parallèlement, le gouvernement a mis en place un système de certification des aéronefs pour vérifier les performances de sécurité des appareils et un système de licence de pilotage pour garantir les compétences des télépilotes. Par ailleurs, les opérateurs de drone pour la livraison de marchandises devront respecter diverses règles comme celle de soumettre leurs plans de vol aux autorités compétentes, établir des règles de gestion comprenant des mesures de prévention des risques, etc. Le gouvernement anticipe les premières mises en service effectives de tels drones au printemps 2023 mais n'a pas l'intention à ce stade de délivrer de permis de vol dans les zones urbaines densément peuplées. Les premières applications devraient se limiter à la livraison de marchandises dans les îles éloignées et dans des zones montagneuses ou dépeuplées, ainsi qu'à la collecte d'informations et aux appels à l'évacuation en cas de catastrophe. Pour offrir ces nouveaux services, plusieurs collaborations ont été annoncées, comme par exemple celle de Seven-Eleven Japan et ANA Holdings qui prévoient de commercialiser un service de livraison par drone de produits alimentaires et d'autre marchandises en AF2025. [Nikkei \(1, 2, 3\)](#)

3 Entreprises

Ouvert pour la première fois aux visiteurs extérieurs, le salon technologique de Sony a reçu la visite de l'ambassadeur de France au Japon. M. Philippe SETTON s'est rendu à la 50^e édition de la *Sony Technology Exchange Fair*, événement annuel interne de Sony, qui pendant une semaine présente aux équipes de l'entreprise les technologies développées par ses différentes divisions. Pour la première fois l'événement a été ouvert à quelques visiteurs triés sur le volet. En lien avec la stratégie de développement de Sony, l'exposition se déclinait autour de trois grandes thématiques : *Capturing the Physical World*, *Digital Processing* et *Recreating the Physical World*. Parmi les développements mis en scène figurent les avancées dans le secteur des jeux vidéo et de l'*entertainment* avec des simulateurs de conduite de dernière génération, de la ludification (« *serious gaming* ») avec un simulateur d'opérations chirurgicales haute résolution à retour haptique, de l'automobile avec des projets de collaboration avec Honda, de l'expérience sensorielle avec la réduction de bruit nouvelle génération, ou encore la diffusion précise de senteurs dans un espace clos. A l'occasion de sa visite, l'ambassadeur s'est entretenu avec M. Hiroaki KITANO, *Senior Executive Vice President* et *chief technical officer*, sur la place de la France dans la stratégie de recherche et de développement du groupe. [Sony](#)

Corée

1 Macro-économie et finance

Malgré un nouvel excédent au mois d'octobre, les craintes d'un compte courant déficitaire en 2022 se maintiennent pour la Corée. Selon les données préliminaires de la banque de Corée, la balance courante a affiché un excédent de 880 Mio USD au mois d'octobre, ce qui représente une forte baisse par rapport au 1,58 Md au mois précédent. Cette baisse est imputable à une balance commerciale déficitaire de 1,48 Md USD avec une contraction des exportations de 6 % sur un an couplée à la hausse de 8,5 % des importations (+ 3,1 % si on exclut les produits énergétiques). Géographiquement les exportations vers la Chine ne sont plus les seules en baisse (-15,7 % en glissement annuel), celles vers le Japon et l'Asie du sud-est sont aussi au ralenties (respectivement - 13,1 % et - 11,7 %). Le solde de service, qui inclut les dépenses de voyage, affiche un excédent de 50 Mio USD et le compte de revenu primaire, qui comprend les salaires des travailleurs étrangers et les paiements des dividendes à l'étranger, enregistre un excédent de 2,2 Mds USD. Au total sur la période janvier octobre 2022, l'excédent cumulé du compte courant s'élève à 25 Mds en forte baisse par rapport au 75 Md enregistré un an plus tôt. [BoK](#), [Pulse News](#), [Korean Herald](#), [The Korea Times](#), [Yonhap](#)

2 Politiques économiques

Alors que le délai pour le vote de la loi de finances 2023 a été dépassé, les discussions au sein du Parlement sont au point mort. Ce vendredi 9 décembre le ministre coréen des Finances a rejeté l'appel du principal parti d'opposition à réduire davantage le budget 2023. Dans son communiqué le parti démocratique coréen (majoritaire au Parlement mais opposé à l'administration en place) affichait son désaccord sur la portée de la réduction du budget, actuellement estimée à 473 Mds USD. Alors que le parti au pouvoir affirme qu'il ne peut réduire le budget actuel que de 1,9 Md USD du fait des dépenses

discrétionnaires, le parti démocratique affirme que le budget devrait au moins être réduit de 5,9 Mds USD. La question de l'imposition sur les sociétés représente également l'un des principaux freins à l'adoption de la loi de finances. En effet le parti au pouvoir souhaiterait que le taux maximal d'imposition soit progressivement abaissé à 22 % tandis que le parti démocratique prône la conservation du taux à 25%, affirmant que la proposition adverse ne profite qu'aux *chaebols*. [Pulse News](#), [Korean Herald](#), [The Korea Times](#), [The Korea Times](#), [Yonhap](#)

3 Entreprises

Les chantiers navals coréens sont au maximum de leur capacité, entraînant des reports de commandes de navires GNL vers la Chine. Les trois chantiers navals chinois - pour deux d'entre eux novices sur le marché des méthaniers -, ont remporté près de 30% des commandes mondiales de navires de transport de GNL, sur les 11 premiers mois de l'année, pour un montant total multiplié par 5 par rapport à 2021. Le créneau des navires GNL est contrôlé à 90% par les constructeurs navals coréens Hyundai Heavy Industries, Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering et Samsung Heavy Industries, mais leur carnet de commande est saturé pour les deux à trois ans à venir face à l'explosion de la demande mondiale. Les acteurs coréens devraient rester fortement sollicités pour la construction de méthaniers : Hyundai et Samsung devraient se voir attribuer prochainement 8 nouvelles commandes pour TotalEnergies à horizon 2028. Le maintien de la demande mondiale à un niveau élevé pourrait conduire les acteurs coréens à envisager de nouveaux investissements. Selon la presse, le groupe Samsung souhaiterait intensifier ses investissements dans ses activités navales, dans un contexte de moindre rentabilité sur son cœur de métier (électronique grand public, semi-conducteurs). [Reuters](#), [Business Korea](#), [Korea Times](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : SER de Tokyo et SE de Séoul

Rédacteurs : Au service économique régional de Tokyo : le pôle Economie et Finance, le pôle Innovation, le pôle Agricole et Alimentation et le pôle Développement Durable

Au service économique de Séoul : le pôle Economie et Finance et le pôle Politiques Sectorielles.

Contact : Raphaël Keller, Ministre Conseiller aux Affaires Economiques
raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Tokyo (adresser les demandes à : tokyo@dgtresor.gouv.fr).

